CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.648/4
du 10 janvier 2017

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les rétributions du service Registre naval belge'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.648/4
van 10 januari 2017

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de retributies van de dienst Belgisch Scheepsregister'

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

Le 12 décembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les rétributions du service Registre naval belge'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 janvier 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 janvier 2017.

*

Op 12 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken et Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de retributies van de dienst Belgisch Scheepsregister'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 januari 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 januari 2017.

*

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Eu égard à sa portée, qui excède la seule mise en œuvre de l'habilitation donnée au Roi par l'article 2, alinéa 3, du projet de loi 'portant transfert de l'enregistrement des navires et de la conservation des hypothèques maritimes' le projet examiné relève, pour partie et plus particulièrement pour ce qui concerne ses articles 4 à 16, de la compétence de l'Autorité fédérale en matière de police générale et de réglementation relative aux transports maritimes.

Il doit, par conséquent, être soumis à la procédure d'association des gouvernements de région, prévue par l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

L'accomplissement de cette formalité préalable sera également visé au préambule du projet.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet examiné vise à assurer l'exécution de l'article 2, alinéa 3, du projet de loi 'portant transfert de l'enregistrement des navires et de la conservation des hypothèques maritimes' [1], lequel dispose :

> « Une rétribution est due à l'État pour l'exécution des formalités et pour la délivrance de copies et de certificats par le Registre naval belge. Le roi fixe les tarifs de ces rétributions et leurs modalités d'application ».

Le projet d'arrêté royal examiné ne se borne cependant pas à fixer le tarif de ces rétributions et leurs modalités d'application. Il vise également à apporter, dans ses articles 4 à 16, diverses modifications à l'arrêté royal du 4 avril 1996 'relatif à l'enregistrement des navires et l'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 1990 relative à l'enregistrement des navires'.

Sous réserve des observations particulières formulées ci-après, ces dispositions modificatives peuvent trouver un fondement juridique dans les dispositions de la loi du 21 décembre 1990 'relative à l'enregistrement des navires', notamment les articles 3, 7 et 11, ainsi que dans le pouvoir général d'exécution de cette loi que l'article 108 de la Constitution confère au Roi et qui Lui permet de dégager du principe de la loi et de son économie générale les

[1] Le projet de loi a été adopté le 22 décembre 2016 par la Chambre des représentants pour être soumis à la sanction Royale (CRABV, Chambre, 2016-2017, 22 décembre 2016, 54 PLEN 151, p. 55). Au moment où le présent avis est donné, le texte n'a été ni sanctionné ni promulgué.

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

conséquences qui en découlent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, sans en étendre ni en restreindre la portée.

Il convient, dès lors, de compléter le préambule par deux alinéas nouveaux visant le premier l'article 108 de la Constitution, et le second la loi du 21 décembre 1990, notamment les articles 3, 7 et 11.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

L'alinéa 2 prévoit que les certificats, copies ou extraits demandés en urgence bénéficient de la priorité.

Le projet doit être complété afin de définir quelles sont les conditions ou les modalités d'un tel recours à l'urgence, qui permet d'échapper à la règle fixée à l'alinéa 1er du même article [2].

Article 3

À l'alinéa 4, outre qu'il s'agit d'une disposition transitoire qui doit figurer à la fin du dispositif, il y a lieu de veiller à la concordance entre les versions française et néerlandaise [3] et, si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, de faire état des « demandes introduites » et non des « demandes qui sont déjà commencées » ou « lancées ».

En outre, dans le texte français à l'alinéa 4, les mots « conforme les » doivent être remplacés par « conformément aux ».

Article 5

L'article 5 du projet dispose :

> « Art. 5. Dans le même arrêté, les mots 'le conservateur' sont chaque fois remplacés par les mots 'le Registre naval belge' ».

L'usage de ce procédé ne permet cependant pas, en l'espèce, d'assurer la qualité rédactionnelle du texte modifié. Il convient, en effet, de tenir également comptes, dans la version

[2] Voir sur ce point l'article 2 de l'arrêté royal du 14 septembre 2016 'fixant les rétributions pour l'exécution des formalités hypothécaires et pour la délivrance des copies et des certificats'.

[3] En particulier, en néerlandais le mot « afgewerkt » rendu en français par le mot « complétées ».

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

française, des occurrences des mots « chez le conservateur » [4], « au conservateur » [5] et « du conservateur » [6].

Article 16

L'article 7 de la loi du 21 décembre 1990, dispose :

« Art. 7. Le commandement d'un navire enregistré ne peut être attribué qu'à une personne de nationalité belge. Le Roi désigne l'autorité qui peut dispenser de cette obligation et fixe les conditions à remplir à cet effet ».

L'article 51, § 1er, en projet de l'arrêté royal du 4 avril 1996, ne constitue pas une exécution correcte de cette disposition. La suppression de la procédure de dispense prévue par l'article 51, § 1er, actuel, de l'arrêté royal du 4 avril 1996 nécessite en effet la modification préalable de l'article 7 de la loi du 21 décembre 1990.

Article 20

L'article 20 du projet dispose qu'il entre en vigueur le 3 janvier 2017.

Dans la suite de la procédure d'adoption, l'auteur du projet veillera à éviter toute rétroactivité involontaire.

*

[4] Que l'on voit notamment à l'article 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 4 avril 1996.

[5] Que l'on voit notamment aux articles 4, alinéa 3, 5, 7, alinéa 1er, 26, alinéa 1er, et 28, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 avril 1996.

[6] Que l'on voit notamment aux articles 7, alinéa 3, 8, 3°, et 24, § 3, de l'arrêté royal du 4 avril 1996.

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Gelet op de strekking van het voorliggende ontwerp, die verder gaat dan louter de tenuitvoerlegging van de machtiging die aan de Koning wordt verleend bij artikel 2, derde lid, van het wetsontwerp 'houdende overdracht van de scheepsregistratie en scheepshypotheekbewaring', valt het ontwerp gedeeltelijk, en meer bepaald wat de artikelen 4 tot 16 ervan betreft, onder de bevoegdheid van de federale overheid inzake algemene politie en de reglementering op het maritiem vervoer.

Bijgevolg moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp, zoals bepaald bij artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'.

Van het vervullen van dit voorafgaand vormvereiste dient eveneens melding te worden gemaakt in de aanhef van het ontwerp.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe uitvoering te verlenen aan artikel 2, derde lid, van het wetsontwerp 'houdende overdracht van de scheepsregistratie en scheepshypotheekbewaring', [1] welke bepaling als volgt luidt:

> "Voor de uitvoering van de formaliteiten en de aflevering van afschriften en getuigschriften door het Belgisch Scheepsregister is een retributie verschuldigd aan de Staat. De Koning bepaalt het tarief van deze retributies en de nadere regels voor de toepassing ervan."

Bij het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit worden echter niet alleen het tarief van deze retributies en de nadere regels voor de toepassing ervan bepaald. Bij de artikelen 4 tot 16 van het ontwerp worden ook verscheidene wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 4 april 1996 'betreffende de registratie van zeeschepen en het in werking treden van de wet van 21 december 1990 betreffende de registratie van zeeschepen'.

[1] Het wetsontwerp is op 22 december 2016 door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen en vervolgens ter bekrachtiging aan de Koning voorgelegd (CRABV Kamer 2016-17, 22 december 2016 nr. 54 PLEN 151, 55). Op het ogenblik waarop dit advies uitgebracht wordt, is de tekst noch bekrachtigd noch afgekondigd.

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

Onder voorbehoud van de bijzondere opmerkingen die hierna worden geformuleerd, kan voor die wijzigingsbepalingen een rechtsgrond gevonden worden in de bepalingen van de wet van 21 december 1990 'betreffende de registratie van zeeschepen', inzonderheid in de artikelen 3, 7 en 11 ervan, alsook in de algemene bevoegdheid om die wet uit te voeren die artikel 108 van de Grondwet aan de Koning verleent en op basis waarvan hij uit het beginsel van de wet en haar algemene economie de gevolgtrekkingen kan afleiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die zij nastreeft, zonder evenwel de draagwijdte ervan te mogen uitbreiden of beperken.

De aanhef moet bijgevolg aangevuld worden met twee nieuwe leden, het eerste om te verwijzen naar artikel 108 van de Grondwet en het tweede om te verwijzen naar de wet van 21 december 1990, inzonderheid de artikelen 3, 7 en 11 ervan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

In het tweede lid wordt bepaald dat de dringend gevraagde getuigschriften, afschriften en uittreksels voorrang genieten.

Het ontwerp moet worden aangevuld met de voorwaarden of de nadere regels voor het doen van een dergelijke dringende aanvraag, waarmee kan worden afgeweken van de regel die in het eerste lid van hetzelfde artikel wordt vastgelegd.[2]

Artikel 3

Het vierde lid is een overgangsbepaling die naar het einde van het dispositief verplaatst moet worden. In dat lid moet daarenboven worden toegezien op de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst[3] en moet melding gemaakt worden van de "ingediende aanvragen" en niet van de "aanvragen die reeds opgestart zijn", indien dat met de bedoeling van de steller van het ontwerp overeenstemt.

Bovendien moeten de woorden "conforme les" in de Franse tekst van het vierde lid vervangen worden door de woorden "conformément aux".

[2] Zie, wat dit punt betreft, artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 september 2016 'tot vaststelling van de retributies voor de uitvoering van de hypothecaire formaliteiten en voor de aflevering van de afschriften en getuigschriften'.

[3] Het gaat in het bijzonder om het Nederlandse woord "afgewerkt" dat in het Frans wordt vertaald door "complétées".

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡

Artikel 5

De Franse tekst van artikel 5 van het ontwerp luidt als volgt:

"Art. 5. Dans le même arrêté, les mots 'le conservateur' sont chaque fois remplacés par les mots 'le Registre naval belge'."

Met die werkwijze kan evenwel niet gewaarborgd worden dat de gewijzigde tekst naar behoren geredigeerd zal zijn. Er moet immers ook rekening mee worden gehouden dat in de Franse tekst de woordgroepen "chez le conservateur",[4] "au conservateur"[5] en "du conservateur"[6] voorkomen.

Artikel 16

Artikel 7 van de wet van 21 december 1990 luidt als volgt:

"Art. 7. Het bevel over een geregistreerd zeeschip mag alleen worden opgedragen aan een persoon van Belgische nationaliteit. De Koning wijst de overheid aan die van deze verplichting kan ontslaan en bepaalt de voorwaarden die ter zake moeten worden vervuld."

Bij het ontworpen artikel 51, § 1, van het koninklijk besluit van 4 april 1996 wordt die bepaling niet correct uitgevoerd. De vrijstellingsprocedure waarin het huidige artikel 51, § 1, van het koninklijk besluit van 4 april 1996 voorziet, kan immers pas afgeschaft worden als eerst artikel 7 van de wet van 21 december 1990 gewijzigd is.

Artikel 20

Naar luid van artikel 20 treedt het ontworpen besluit op 3 januari 2017 in werking.

Tijdens het vervolg van de uitvaardigingsprocedure moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat elke niet bewust nagestreefde terugwerking voorkomen wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[4] Die inzonderheid voorkomt in artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 april 1996.

[5] Die inzonderheid voorkomt in de artikelen 4, derde lid, 5, 7, eerste lid, 26, eerste lid, en 28, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 april 1996.

[6] Die inzonderheid voorkomt in de artikelen 7, derde lid, 8, 3°, en 24, § 3, van het koninklijk besluit van 4 april 1996.

‡LW-BIBRJBGCJ-GAGEIVT‡